

Retour au protectionnisme

Valeurs Actuelles David Victoroff, le 05-02-2009

Achetez local ! Ce nouveau slogan fleurit partout dans le monde en réponse à la montée du chômage. En Espagne, aux États-Unis ("Buy american"), en France même, partout surgit la tentation de donner la priorité à la production nationale pour protéger des emplois. Pour l'instant, il ne s'agit encore que d'une tentation. Les règles de l'OMC interdisent d'ériger de nouvelles barrières douanières, comme ce fut le cas dans les années 1930. Les droits exorbitants imposés par les Américains sur l'importation de roquefort en représailles à l'interdiction de l'importation en Europe du bœuf aux hormones restent une exception.

Mais, au fur et à mesure de la mise en place de plans de sauvetage de l'économie par les États, la menace se précise. Le prétexte est tout trouvé : l'argent des contribuables mis à la disposition des secteurs en difficulté ne doit pas servir à financer des emplois à l'étranger.

Ainsi, l'industrie automobile française devrait prioritairement s'approvisionner localement, ce qu'elle fait d'ailleurs en grande partie, et, en tout cas, cesser de délocaliser sa production. Même si, par son bonus-malus, le gouvernement a de fait encouragé l'importation de modèles produits à l'étranger, moins gourmands en carburant que les grosses berlines produites en France. Le sauvetage des banques aux États-Unis ne pourrait profiter aux banques étrangères installées sur leur sol. Même si la faillite du système bancaire américain est à l'origine de la crise financière mondiale. De même, le Sénat américain voudrait priver de réductions d'impôt les entreprises qui investissent à l'étranger.

En Grande-Bretagne et en Irlande, les ouvriers manifestent contre la présence, excessive à leurs yeux, de travailleurs étrangers venus de l'Est qu'ils avaient hier généreusement reçus. En Espagne, ce sont ceux venus du Sud que le gouvernement veut faire repartir. Même si l'accueil de travailleurs étrangers est encore le meilleur antidote pour éviter les délocalisations.

Même en Allemagne, premier exportateur mondial et principal bénéficiaire européen de la mondialisation grâce à ses ventes de machines-outils et de biens d'équipement, 78 % des patrons de PME souhaiteraient des mesures protectionnistes, selon un sondage du cabinet Ernst & Young.

Face à cette vague, qui gagne aussi les pays émergents, il sera très difficile de résister. Déjà, en Europe, les autorités de Bruxelles sont débordées face au déferlement de mesures d'aide à des secteurs particuliers qui, bien évidemment, faussent la concurrence.

Au moment où s'ouvrent les Championnats du monde de ski à Val-d'Isère, ceux qui réclament des mesures protectionnistes feraient bien de méditer une règle de base de ce sport, à l'encontre de l'intuition première : c'est en mettant le poids du corps vers l'aval, c'est-à-dire vers le vide, que l'on tient debout ; si la peur vous prend et que vous vous penchez vers la montagne, vous tombez.

De même, c'est quand les pays acceptent le risque de l'économie ouverte que l'activité progresse. Quand, dans un mouvement de panique, ils se réfugient à l'abri de barrières protectionnistes, l'activité et l'emploi chutent. « Il est vital de rejeter le protectionnisme et de ne pas nous replier sur nous-mêmes en ces temps d'incertitudes financières », peut-on lire dans la déclaration du G20 du 15 novembre dernier.